

# LE TEMPS

## L'Europe va-t-elle rater sa chance?

Le Temps, Charles Wyplosz, 27 septembre 2024

**Le décrochage industriel de l'Europe peut-il être corrigé par le retour de l'Etat dans l'économie, ou par la création de politiques à l'échelle européenne, ambitieuses mais coûteuses? Notre chroniqueur Charles Wyplosz est dubitatif**



La présidente de la Commission européenne présente sa nouvelle équipe de commissaires lors d'une conférence de presse. Bruxelles, 27 septembre 2024. — © IMAGO/Wiktor Dabkowski / IMAGO/ZUMA Press Wire

Après les élections de juin dernier et la constitution de la Commission européenne la semaine dernière, l'Europe devrait être fin prête pour aborder les nombreux défis auxquels elle est confrontée. Le menu économique est particulièrement chargé entre dettes publiques, une inflation qui redescend lentement, une croissance atone, la digitalisation, le changement climatique, le tout sur un fond de troubles géopolitiques et de menaces qui pèsent sur la mondialisation.

La présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, dont l'un des rôles est de faire progresser l'intégration européenne, a commandé des rapports – le dernier lui a été remis récemment par Mario Draghi. Dans ces rapports, qui viennent s'ajouter à de nombreux autres, un thème domine: le décrochage technologique par rapport aux Etats-Unis et même la Chine. Que ce soit en matière de digitalisation, de biologie, de décarbonation ou de matériels de défense, l'Europe est à la traîne. Ainsi, on ne trouve que quatre entreprises européennes parmi les 50 plus grandes entreprises mondiales de haute technologie. Rares sont les entreprises européennes qui développent les innovations les plus cruciales pour la croissance de demain. Les analyses sont quasi unanimes sur ce constat et sur ses causes: la prépondérance des entreprises de moyenne technologie, peu susceptibles de produire des innovations transformatrices, un poids excessif des réglementations, et la faiblesse des marchés financiers qui jouent un rôle mineur par rapport aux grandes banques. Ces caractéristiques bloquent le dynamisme des entrepreneurs innovants et induisent une migration des plus audacieux d'entre eux vers des cieux plus cléments, comme les Etats-Unis.

On pourrait penser que disposer ainsi d'un état des lieux bien documenté et consensuel devrait ouvrir la voie à l'adoption de réformes qui corrigent les errements passés. Hélas, les idées qui circulent semblent inadaptées. Deux exemples majeurs annoncent les débats à venir.

Tout d'abord, certains voient dans ces symptômes la preuve que le rôle de l'Etat-entrepreneur a été trop longtemps négligé. La politique industrielle redevient en vogue. Les gouvernements sont encouragés à investir massivement dans les technologies de pointe en subventionnant des entreprises et des programmes de R & D. Cette évolution est portée par le virage opéré aux Etats-Unis, où le gouvernement fédéral dépense désormais des sommes considérables pour relocaliser des activités de haute technologie, et même pour défendre des activités de moyenne technologie menacées par les avancées de la Chine. Tout cela paraît logique mais ne l'est pas. La longue histoire de la politique industrielle suggère que les gouvernements identifient rarement les idées novatrices, se lancent le plus souvent dans des opérations onéreuses qui échouent mais perdurent, et tendent à distribuer leurs aides en priorité aux entreprises bien en place. Et, bien sûr, il va falloir trouver l'argent.

L'autre débat concerne la taille des marchés. Les entreprises américaines et chinoises bénéficient de vastes marchés intérieurs alors que les entreprises européennes restent fondamentalement des entreprises nationales, souvent trop petites pour jouer sur la scène mondiale. Il faut donc plus d'Europe, disent certaines voix; mais cela ne justifie pas de confier à la Commission de nouvelles responsabilités, en particulier pour conduire une politique industrielle paneuropéenne. L'argument selon lequel c'est un moyen de trouver l'argent nécessaire, puisqu'on remplacerait le contribuable national, inquiet de la taille de la dette publique de son gouvernement, par le contribuable européen, serait risible s'il n'était pas pris au sérieux. De plus, on ne voit pas pourquoi la Commission réussirait mieux sa politique industrielle que les gouvernements nationaux. C'est le contraire qui est le plus probable, car la Commission sera soumise aux pressions des pays membres soucieux de protéger leurs champions nationaux, aux frais des autres.

A un moment difficile, les Européens acceptent enfin de se dire la vérité sur leur déclin. Ce serait dommage qu'ils en tirent la conclusion que la vieille politique industrielle est le moyen de doper l'innovation.